



**Réhabilitation globale de l'autoroute
A6a du PR 2+500 au PR 2+300 dans
le sens Province vers Paris sur les
communes de Cachan et Villejuif
dans le Val-de-Marne (94)**

**Direction Régionale et Interdépartementale de
l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports
d'Île-de-France (DRIEAT IF)**

Direction des routes d'Île-de-France (DiRIF)



Opération 3^{ème} catégorie

**Coordination Sécurité et Protection de la Santé
Plan Général de Coordination**

12/03/2025	01	Mise à jour suite observations DiRIF et intégration diagnostic amiante avant travaux Amiante et de HAP	Mohamed SABER
21/02/2025	00	Etablissement du PGC initial	Mohamed SABER
Date	Indice	Objet de la version ou de la mise à jour	Bureau Veritas

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION Site de Nanterre - Immeuble Le Gaia - 333, avenue Georges Clemenceau - 92000 NANTERRE	N° d'affaire :	
	Plan Général de Coordination	Rev.01
	Date : 22/03/2025	Page 1/29

Sommaire

Table des matières

0. Note aux intervenants.....	4
0.1 Obligation de tout intervenant dans l'opération	4
0.2 Conditions d'application.....	4
0.3 Sanctions applicables par le Maître d'Ouvrage	4
1. Renseignements administratifs généraux.....	5
1.1 Présentation du Projet.....	5
1.2 Intervenants au titre de l'opération :	7
1.3 Inspections Communes.....	7
1.4 Sous-traitance	7
1.5 Formation du personnel	7
1.6 Utilisation du personnel intérimaire.....	8
1.7 Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	8
1.8 Travailleurs indépendants.....	8
1.9 Protections individuelles	8
1.10 Véhicules et engins d'intervention.....	8
1.11 Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers	8
1.12 Modalités de visite du chantier par des tiers	9
2. MESURES D'ORGANISATION GENERALE du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS	10
2.1 Accès au chantier	10
2.2 Circulations.....	10
2.3 Circulation Piétonne	11
2.4 Signalisation de chantier	11
2.5 Protection contre l'incendie.....	11
2.6 Bruits.....	12
2.7 Pollution des eaux et du sol	12
2.8 Pollution de l'air	12
2.9 Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales.....	12
2.10 Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage et de manutention	13
2.11 Travaux en hauteur – utilisation d'échafaudage	14
2.12 Zones et conduite de stockage.	14
2.13 Protections collectives	15
2.14 Protections individuelles.....	15

2.15	Conditions d'enlèvement des matériaux, gestion des déchets, gravats notamment ceux présentant un risque particulier	16
2.16	Terrassements.....	16
2.17	Forage, Injections	17
2.18	Étanchéité	17
2.19	Métallerie.....	18
2.20	Peinture	18
2.21	Travaux électrique	18
2.22	Protections individuelles	19
2.23	Électricité de chantier	19
2.24	Mesures générales de sécurité.....	19
2.25	Prévention des risques de maladies professionnelles	20
2.26	Rôle et contenu du P.P.S.P.S.....	20
3.	Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site, à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier	23
3.1	Contraintes liées aux travaux	23
3.1.1	Exploitation sous chantier :	23
3.2	Contraintes liées aux autres marchés concomitants.....	24
3.3	Limitation des nuisances et respect de l'environnement	24
3.4	Réseaux concessionnaires	24
4.	Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant	26
4.1	Base Vie	26
4.2	Sanitaires	26
4.3	Vestiaires	26
4.4	Réfectoires.....	26
4.5	Nettoyage	26
4.6	Autres aménagements.....	26
5.	Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation du personnel ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière	27
5.1	Procédure en cas d'accident corporel	27
5.2	Consignes et documents	27
5.3	Matériel de secours.....	27
5.4	Principes du bon usage de la boîte de secours.....	27
6.	ANNEXE 1 - Fiche d'appels « EN CAS D'ACCIDENT » à compléter.....	28

0. Note aux intervenants

Le Plan Général de Coordination P.G.C. en matière de Sécurité et de Protection de la Santé, établi par le Coordonnateur S.P.S. de l'opération, constitue une pièce contractuelle pour les entreprises. Le P.G.C. CONCERNE L'ENSEMBLE DES INTERVENANTS. Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants devront en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) Des réunions de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé pourront être organisées, les intervenants convoqués seront tenus d'être présents.

Conformément à l'article L4532-6 du code du travail, l'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil

0.1 Obligation de tout intervenant dans l'opération

Tous les acteurs dans l'acte de construire ont l'obligation de mettre en œuvre, tant au cours de la phase conception, d'étude et d'élaboration du projet que pendant la réalisation de l'ouvrage, les principes généraux de prévention énoncés aux articles L. 4531-1 et L. 4535-1 du code du Travail, à savoir :

- a) Éviter les risques ;
- b) Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- c) Combattre les risques à la source ;
- d) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- e) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou par ce qui est moins dangereux ;
- f) Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants ;
- g) Prendre les mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;

0.2 Conditions d'application

Le présent Plan Général de Coordination s'applique aux Entreprises ayant à travailler sur le chantier de construction qu'elles soient titulaires d'un contrat ou d'une commande ou qu'elles aient la qualité de sous-traitant d'une entreprise.

Le présent règlement est valable exclusivement pour la période de construction du Chantier considéré.

En aucun cas le présent Plan Général de Coordination ne saurait dégager l'Entreprise de ses responsabilités, notamment en matière de législation du travail.

Le coordonnateur se réserve le droit de faire modifier ou de compléter le présent règlement en fonction de l'évolution du chantier.

L'Entreprise fera son affaire de la diffusion des règles ou consignes résultantes des règlements cités ci-dessus et intéressant directement son personnel ou celui de ses sous-traitants.

0.3 Sanctions applicables par le Maître d'Ouvrage

Toute infraction aux dispositions des règlements applicables au chantier en ce qui concerne la discipline et la sécurité, peut entraîner le retrait provisoire ou définitif de l'autorisation d'accès du contrevenant et éventuellement celle du responsable de l'Entreprise sur le site dans le cas où le contrevenant ne tient pas compte des remarques notifiées dans le registre journal et ce par le Maître d'Ouvrage.

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION Site de Nanterre - Immeuble Le Gaia - 333, avenue Georges Clemenceau - 92000 NANTERRE	N° d'affaire :	
	Plan Général de Coordination	Rev.01
	Date : 22/03/2025	Page 4/29

1. Renseignements administratifs généraux

1.1 Présentation du Projet

Les travaux consistent en la réhabilitation globale de l'autoroute A6a du PR 2+500 au PR 2+300 dans le sens Province vers Paris sur les communes de Cachan et Villejuif dans le Val-de-Marne (94)

La chaussée de l'autoroute A6a-W présente des désordres entre le PR 2+500 et le PR 2+300 dans le sens Province vers Paris.

Un relevé fait état de fissures longitudinales et transversales très marquées.

Il est également constaté un affaissement de la voie lente, de la BAU, du dispositif de retenue et du talus entre le PR 2+380 et le PR 2+300.

Le talus se situe entre l'A6a et l'A6b.

L'inspection télévisuelle fait état du dysfonctionnement de la canalisation d'eaux pluviales (DN 150 mm) transversale entre le terre-plein central (TPC) et la bande d'arrêt d'urgence (BAU) autour du PR 2+340.

Les travaux incluent :

- Le rabotage pleine largeur de la couche de roulement et la mise en œuvre d'une couche de roulement en BBSG entre le PR 2+500 et le PR 2+300 ;
- Le rabotage de la voie lente et de la BAU entre le PR 2+380 et le PR 2+300 (couches de liaison et d'assise sur ± 19 cm) ;
- La démolition de la couche de forme de la voie lente et de la BAU entre le PR 2+380 et le PR 2+300 sur ± 70 cm ;
- La vérification et la correction de l'altimétrie de la chaussée, notamment entre le PR 2+380 et le PR 2+300 ;
- La reconstitution de la voie lente et de la BAU entre le PR 2+380 et le PR 2+300 (couches de liaison, d'assise et couche de forme – épaisseur ± 70 cm) ;
- L'amenée de terre végétale pour la reconstitution/retalutage du talus entre le PR 2+380 et le PR 2+300, en prenant en compte la présence d'espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE)
- La démolition et la reconstruction du dispositif de retenu béton de type GBA (150 mètres) coté BAU, y compris la protection contre les projections lors de la démolition ;
- La dépose et le remplacement de la partie de la canalisation détériorée (environ 10 mètres) sous la BAU, la voie lente et jusqu'à 1 mètre sous la voie médiane (profondeur $< 1,10$ m) \pm au PR 2+357 ;
- Le nettoyage/curage de la partie de la canalisation restant en place (environ 8 mètres) ;
- La mise à nu du réseau d'assainissement en BAU, au droit de sa liaison avec la canalisation à remplacer, et reprise du raccordement avec création d'un regard si nécessaire ;
- La fourniture, la pose et dépose d'un panneau d'information de chantier ;
- La fourniture, la pose, la maintenance et la dépose des balisages de chantier ;
- La mise en œuvre de la signalisation horizontale (SH) temporaire (jaune) ;
- La mise en œuvre de la signalisation horizontale (SH) définitive (blanc) ;
- L'amené et le repli de SMV (environ 400 mètres) y compris la pose d'un atténuateur de choc en début de file ;
- Les levés topographiques en période de préparation si nécessaire, pendant les travaux et pour les plans de récolement.

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION Site de Nanterre - Immeuble Le Gaia - 333, avenue Georges Clemenceau - 92000 NANTERRE	N° d'affaire :	
	Plan Général de Coordination	Rev.01
	Date : 22/03/2025	Page 5/29

Les boucles de comptage de la DiRIF situées entre le PR 2+390 et le PR 2+380 ne seront pas réalisées dans le cadre du présent marché. Le joint transversal qui se situe entre les deux structures de chaussée ne sera pas réalisé dans le cadre du présent marché.

Installations de chantier :

Il est prévu, par le gestionnaire DiRIF de l'autoroute A6a, de mettre à disposition du titulaire une zone pour ses installations de chantier.
Les voies permettant d'accéder au site seront définies dans le dossier d'exploitation.
Le projet des installations de chantier (PIC) sera soumis à l'approbation du CSPS et du maître d'œuvre.

Il devra prendre en compte les travaux à réaliser, les conditions en matière d'hygiène et sécurité des travailleurs ainsi que sur le respect de l'environnement.

L'entreprise aura à sa charge les éventuels frais de montage, démontage et de remise en état de la zone des installations et de maintien de ces installations, pendant la durée des travaux.

Tous les frais liés à d'éventuels stockages et surveillances sont considérés comme intégrés au prix de fourniture et livraison sur site.
Les installations de chantier devront présenter pendant toute la durée des travaux l'aspect d'un chantier bien ordonné. Une attention particulière sera portée par le maître d'œuvre sur cet aspect.

Dès la fin de travaux, la zone ayant servi aux installations de chantier devra être remise en état, conformément aux accords conclus avec le gestionnaire du réseau A6a et le maître d'œuvre.
Les déchets seront évacués en dépôt définitif ou vers des centres de recyclage, conformément au SOSED.

Niveau SPS de l'opération :

Au titre de la loi 93-1418 et de ses décrets, notamment le Décret 94-1159 la présente opération est de niveau 3.

Date prévisionnelle de début des travaux :

Les travaux sont programmés du 17/07/2025 (pose du balisage) au 13/08/2025 (remise en circulation totale de l'A6a-W).

Le délai d'exécution des travaux est au maximum de 20 jours ouvrés.

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION Site de Nanterre - Immeuble Le Gaia - 333, avenue Georges Clemenceau - 92000 NANTERRE	N° d'affaire :	
	Plan Général de Coordination	Rev.01
	Date : 22/03/2025	Page 6/29

1.2 Intervenants au titre de l'opération :

Maître d'Ouvrage

Direction des Routes d'Île-de-France

Service de la gestion patrimoniale du réseau

79B, avenue de Lattre de Tassigny

94000 CRÉTEIL

Maîtrise d'Œuvre

Direction des Routes d'Île-de-France

Département des techniques de la route

35, rue de Noailles - Bâtiment B2

78000 VERSAILLES

Coordination SPS

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION - Pôle infrastructures Ile-De-France

Site de Nanterre - Immeuble Le Gaia

333, avenue Georges Clemenceau - 92000 NANTERRE

Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé : Mohamed SABER

Tél. 06 70 47 72 02 - Mail : mohamed.saber@bureauveritas.com

1.3 Inspections Communes

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS.

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

1.4 Sous-traitance

Chaque entreprise a l'obligation de faire connaître au Maître d'Ouvrage :

Avant le début des travaux et le plus tôt possible :

- Les entreprises sous-traitantes L'état précis des travaux sous-traités
- Le nom et la qualification de la personne chargée de diriger l'intervention pour chaque entreprise

Chaque sous-traitant devra procéder avec le coordonnateur sécurité à l'inspection commune et rédiger son propre PPSPS. L'inspection commune sera programmée sans agrément du sous-traitant par le maître d'ouvrage.

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

1.5 Formation du personnel

Le personnel des entreprises, les salariés intérimaires ou sous statut précaire doivent avoir reçu la formation pratique et appropriée en matière de sécurité. Ils suivront une formation concernant les mesures particulières liées aux risques routiers.

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION Site de Nanterre - Immeuble Le Gaia - 333, avenue Georges Clemenceau - 92000 NANTERRE	N° d'affaire :	
	Plan Général de Coordination	Rev.01
	Date : 22/03/2025	Page 7/29

1.6 Utilisation du personnel intérimaire

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer :

- Que le personnel soit apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- Que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- Que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité, la fourniture des équipements individuels de protection et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

1.7 Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS. Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

1.8 Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- L'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité
- Notamment au respect des décrets n° 95-607 et 95-608 du 6 Mai 1995.

1.9 Protections individuelles

Toutes les entreprises veilleront à ce que leurs personnels soient équipés et utilisent les équipements de protection individuelle adaptés à leur activité (suites données)

Lorsqu'il n'a pas été possible de réduire le risque à la source et qu'une protection collective ne peut pas être mise en place, pour des raisons d'impossibilité technique, l'employeur doit mettre à la disposition de ses salariés des équipements de protection individuelle (EPI) appropriés aux risques auxquels ils sont exposés.

Toute personne intervenant sur la zone de travaux chantier doit revêtir un vêtement de signalisation à haute visibilité de classes 2 ou 3 afin d'être constamment visible.

1.10 Véhicules et engins d'intervention

Balises obligatoires pour tous les véhicules et engins en intervention sur le domaine routier est une signalisation complémentaire que l'on rajoute à l'équipement d'origine du constructeur.

Ils devront être également équipés d'une signalisation lumineuse qui a pour but de permettre aux usagers de la route de distinguer et de matérialiser visuellement la présence et l'encombrement d'un danger temporaire ou exceptionnel présent sur le domaine routier de jour comme de nuit et par tous les temps afin d'anticiper à l'avance la conduite à tenir et éviter l'accident.

1.11 Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- Les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- La sécurité pendant l'exécution du travail
- Les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- La situation et le contenu de la boîte de premier secours.

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION Site de Nanterre - Immeuble Le Gaia - 333, avenue Georges Clemenceau - 92000 NANTERRE	N° d'affaire :	
	Plan Général de Coordination	Rev.01
	Date : 22/03/2025	Page 8/29

Salariés étrangers (R. 4532-16) :

Le coordonnateur prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSAFF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Carte PRO BTP

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail

1.12 Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION Site de Nanterre - Immeuble Le Gaia - 333, avenue Georges Clemenceau - 92000 NANTERRE	N° d'affaire :	
	Plan Général de Coordination	Rev.01
	Date : 22/03/2025	Page 9/29

2. MESURES D'ORGANISATION GENERALE du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Chaque entreprise doit intégrer dans son PPSPS l'analyse des risques qu'elle pourrait causer à l'environnement.

Les entreprises sont tenues de prendre toutes les dispositions pour assurer pendant toute la durée des travaux la stabilité des ouvrages ou des habitations situés à proximité de la zone des travaux.

L'exploitation des lignes bus ne doit pas être perturbée pendant la durée du chantier.

Dans le cas d'impossibilité ponctuelle d'éviter une nuisance, un responsable de l'entreprise est tenu d'en informer au préalable le maître d'œuvre et le Coordonnateur. Cette situation exceptionnelle doit être la plus brève possible.

Les entreprises doivent assurer la protection des réseaux et l'accessibilité à toutes les installations des concessionnaires, ainsi qu'aux accès de secours, situés à proximité des emprises de chantier
D'une façon générale, les entreprises doivent respecter les règlements généraux et particuliers de police et de voirie.

Des réunions peuvent être organisées afin de planifier toutes les interférences et d'éviter au maximum les risques dus aux co-activités. Ces réunions sont organisées par le Maître d'œuvre en collaboration avec le Coordonnateur SPS et en présence des entreprises convoquées.

En raison du plan Vigipirate, certains aménagements spécifiques d'emprises peuvent être demandés selon les installations situés à proximités.

2.1 Accès au chantier

L'accès au chantier se fera par un accès chantier (avec mise en place d'un 3 – 2 – 1) sur A6a W entre le PR 2+300 et 2+200.

2.2 Circulations

L'entreprise titulaire établira un plan de circulation qui sera soumis au CSPS et Maître d'œuvre.

Dans les zones chantier, la vitesse est limitée.

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION Site de Nanterre - Immeuble Le Gaia - 333, avenue Georges Clemenceau - 92000 NANTERRE	N° d'affaire :	
	Plan Général de Coordination	Rev.01
	Date : 22/03/2025	Page 10/29

2.3 Circulation Piétonne

Écrasements, Heurts, Chutes	Elles se feront obligatoirement par les cheminements figurants sur le plan d'installation de chantier (joint au présent document). Ces cheminements éviteront les zones de manœuvres et de stockage.	Toutes entreprises
-----------------------------	--	--------------------

2.4 Signalisation de chantier

	Des panneaux de chantier conformes seront mis en place. Ils devront indiquer tous les renseignements concernant le chantier, l'identification des intervenants et la durée des travaux. L'entreprise devra (avant le début des travaux) mettre en place et entretenir les signalisations réglementaires : Port du casque obligatoire, Chantier interdit au public, Flèches directionnelles, etc.	Titulaire de marché
Routier, autoroutier	DICT Travaux sous balisage Pas de travailleur isolé, port des EPI. Véhicule équipé d'un gyrophare sur le toit et plaque de service. Examen d'adéquation des appareils de levage Abonnement météo Balisage des zones de levage	Titulaire de marché

2.5 Protection contre l'incendie

Brûlures	Tout travail par point chaud fera l'objet d'une demande de permis feu à la Maîtrise d'Œuvre. Ce permis feu sera transmis pour information au gestionnaire de site (à la charge du MOE concerné). Chaque entreprise est responsable de l'établissement de consignes de sécurité contre l'incendie et de l'équipement des matériels appropriés en fonction des risques encourus. Il sera obligatoirement mis en place des extincteurs appropriés aux différents risques : <ul style="list-style-type: none"> - Dans les locaux de cantonnement. - Dans les locaux de stockage. - Près des postes de travail particuliers. Il est interdit d'allumer du feu sur le chantier	Toutes entreprises
----------	---	--------------------

2.6 Bruits

Lésion des tympans	<p>L'entrepreneur est tenu de définir les horaires de chantiers conformément au règlement sanitaire en vigueur et aux contraintes de réalisation imposées dans le cadre de cette opération. Chantier dans un tissu urbain dense. Les entreprises prendront les dispositions nécessaires pour réduire les émissions de bruit.</p> <p>En dehors de ces exigences, afin d'atteindre les objectifs l'entrepreneur doit organiser son chantier de manière à réduire les nuisances sonores notamment par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'utilisation de matériels d'un niveau sonore compatible avec les décrets applicables (moins de 85 décibels) - Le choix de l'implantation des matériels sur le chantier. - La mise en place d'écrans provisoires anti-bruit. - Le choix de modes opératoires présentant un minimum de nuisance. - La formation de son personnel aux contraintes du chantier et de l'environnement. 	Toutes entreprises
--------------------	---	--------------------

2.7 Pollution des eaux et du sol

Contamination	<p>Aucune évacuation ou rejet ne devra se faire sur le sol ou en direct aux égouts L'entrepreneur devra s'assurer périodiquement de la qualité des effluents et des eaux de rejet. Les compresseurs ne pourront être garés que sur des zones permettant de récupérer des huiles de fuite. Les bidons de peinture, d'huile, de résine et autres polluants ne devront pas être stockés à même le sol. Aucun entretien d'engin (vidange) n'aura lieu sur le chantier, aux abords, ainsi que dans le cantonnement.</p>	Toutes entreprises
---------------	--	--------------------

2.8 Pollution de l'air

Inhalation intoxication	<p>Tous travaux émettant des poussières devront être confinés afin d'éviter la dispersion dans l'air. En cas d'empoussièrement trop important, Il pourra être demandé par le MOE ou le Coordonnateur SPS d'arroser le terrain et le chargement des camions d'enlèvement. Il est formellement interdit de brûler quoi que ce soit sur le chantier, aux abords du chantier ainsi que dans le cantonnement.</p>	Toutes entreprises
----------------------------	--	--------------------

2.9 Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales

Heurts, Écrasement Chutes	<p>Le Coordonnateur organisera entre les entreprises en accord avec les MOE, la coordination des activités simultanées ou successives, les modalités de l'utilisation des installations, des matériels et des circulations. Les manutentions par engin des matériels ou matériaux entre la zone base-vie et le chantier devront être organisées, pour éviter les périodes de pointe et systématiquement guidés. En dehors de ces périodes, le transport de ces matériaux devra s'effectuer par véhicule utilitaire.</p>	Toutes entreprises
------------------------------	---	--------------------

2.10 Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage et de manutention

<p>Lumbago de l'effort Tour de reins Chutes Écrasement</p>	<p>Les approvisionnements, moyens de levage et de manutention devront être étudiés conformément au décret N°92-958 du 3 septembre 1992.</p> <p>Afin de limiter le recours aux manutentions manuelles, le déchargement et la manutention des divers éléments devront s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle du lieu d'approvisionnement au poste de travail. - D'emprunter les escaliers avec des matériaux lourds et volumineux. - Les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou configuration des locaux. <p>Tout engin de levage ou de manutention devra être muni de son livret de vérification périodique à jour des vérifications faites par un organisme agréé et avec les réserves levées dans les délais impartis.</p> <p>Le rapport de vérification et le registre de sécurité devront être tenus à disposition sur le chantier par les entreprises concernées (ex : grue, engin de levage, pelleteuse, etc.)</p> <p>Les engins de chantier à moteur thermique doivent être munis de pots catalytiques. Le bon fonctionnement de ces pots doit être contrôlé et leur entretien assuré. Le Coordonnateur SPS pourra demander au MOE de faire procéder par l'entrepreneur au remplacement des engins dont le fonctionnement aura révélé trop de bruit ou de pollution.</p> <p>En cas de mauvaise visibilité du conducteur d'engin il sera prévu un chef de manœuvre connaissant les gestes conventionnels de guidage et équipé de talkies walkies. Cette personne devra avoir son nom consigné dans le PPSPS de l'entreprise.</p> <p>Les appareils de levage sont à la charge et de la responsabilité de l'entreprise commandant le levage. Le survol de charges des zones en exploitation est strictement interdit (respect des Conditions d'utilisation des engins et matériels de chantier aux abords des voies ferrées).</p> <p>La manutention des bennes à gravois à l'aide d'engin de levage est interdite.</p> <p>Toute installation de levage ou de manutention autre que celles prévues au projet d'origine devra faire l'objet d'un additif au PPSPS de l'entreprise utilisatrice.</p> <p>Les consignes de sécurité devront être établies et portées à la connaissance du personnel par voie d'affiches ou de circulaires et de formation.</p>	<p>Toutes entreprises</p>
--	---	---------------------------

2.11 Travaux en hauteur – utilisation d'échafaudage

Heurts, Chutes, Écrasements,	<p>Le montage et démontage des échafaudages devront être réalisés par du personnel formé et habilité.</p> <p>Les échafaudages devront être réceptionnés avant toute utilisation, les PV de réception devront être affichés sur les échafaudages.</p> <p>Echafaudages Prendre en compte les prescriptions du décret du 8 janvier 1965, modifié par le décret du 6 mai 1995.</p> <p>Echafaudage roulant Se reporter à la fiche OPPBTP B2M 02.94 Montage et utilisation suivant notice du constructeur (hauteur limite, assise, stabilisation, surcharges) L'échafaudage ne devra pas être déplacé avec du personnel sur l'échafaudage.</p> <p>Echafaudage fixe Se reporter à la fiche OPPBTP B2 M 01.91. Des dispositions doivent être prises pour empêcher tout renversement, basculement du fait du vent, du terrain et de l'état des sols ainsi que du fait du travail effectué. Le matériel devra permettre le montage / démontage en sécurité (utilisation d'échafaudages avec garde-corps, platelage, échelles de montage et d'exploitation). Le personnel devant utiliser un échafaudage volant, doit être formé au poste de travail.</p> <p>Nacelle élévatrice de personne Les conducteurs formés et habilités (CACES et autorisation de conduite à jour) Les rapports de vérification périodique seront consultables sur chantier. La zone de travail de la nacelle sera balisée, présence d'une vigie en pied de la nacelle.</p>	Toutes Entreprises
---------------------------------	--	--------------------

2.12 Zones et conduite de stockage.

Intoxication Emanation toxique entraînant des lésions pulmonaires Contact cutané, Incendie, Explosion	<p>La délimitation et l'aménagement des zones de stockage seront portés sur le plan d'installation de chantier et sur le PPSPS de chaque entreprise concernée. Aucun stockage ne pourra se faire sans l'accord du Coordinateur travaux et du Coordonnateur SPS.</p> <p>Dans le cas de locaux ou d'ouvrages destinés à l'entreposage de matières ou de substances dangereuses, l'entrepreneur devra prévoir dans son PPSPS, les livraisons en fixant la toxicité, la volatilité ainsi que les dates présumées d'intervention.</p> <p>Le Coordonnateur devra être informé de toute livraison éventuelle de produit toxique ou dangereux afin de pouvoir prendre toutes les dispositions nécessaires au regard de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Les fiches de données de sécurité des produits utilisés seront remises au Coordonnateur par l'intermédiaire d'additifs au PPSPS.</p> <p>Si le stockage de fuel-oil sur le chantier est prévu par une entreprise, La cuve sera posée dans un bac de rétention d'une capacité égale à celle de la cuve, de plus elle ne devra pas se trouver à proximité de l'atelier ou de la base vie.</p>	Titulaire de marché
--	---	---------------------

2.13 Protections collectives

Chutes Heurts Écrasement	<p>Les protections collectives seront privilégiées aux protections individuelles.</p> <p>Chaque entreprise aura à sa charge la fourniture, l'installation et l'entretien des équipements collectifs de protection. Elles devront prendre toutes les dispositions pour qu'aucune projection ou salissure ou dégradation occasionnées par les travaux ne viennent souiller, les zones de travaux, les accès utilisés, les revêtements, les chaussées...</p> <p>Les trémies et réservation supérieures à 0.80m devront être protégées au moyen de garde-corps complets.</p> <p><u>En aucun cas, une trémie ne devra rester sans protection même à l'intérieur d'une emprise de chantier</u></p> <p>Tout corps d'état dont l'intervention nécessite l'enlèvement des protections, mises en place par une entreprise, doit prévoir un équipement de remplacement adapté à la réalisation de ses travaux et garantissant une protection collective efficace et continue, tout en assurant la maintenance jusqu'à la fin de ses travaux.</p> <p>Le coordonnateur pourra en cas de manquement à la sécurité d'une entreprise demander au Maître d'œuvre de faire réaliser les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail au frais de l'entreprise défaillante.</p> <p>En cas de disparition ou de détérioration de protections collectives, sans qu'il soit possible d'en identifier les auteurs, le Maître d'œuvre fera procéder, à la demande du Coordonnateur, à leur restauration dans les meilleurs délais.</p> <p>Protections collectives sur l'ouvrage</p> <p>La mise en place de protections collectives en rive d'ouvrage est à la charge du titulaire du marché. Ces protections collectives devront permettre de supprimer tout risque de chute et seront positionnés de manière à permettre l'ensemble des interventions y compris la pose des garde-corps définitifs. De plus, au-dessus des voies en exploitation, les protections collectives seront complétées par un dispositif permettant de retenir la chute d'objet.</p>	Titulaire de marché
--------------------------------	---	---------------------

2.14 Protections individuelles

Chocs, Brûlures, Pincements Projections dans les yeux, Chutes	<p>Chaque personne travaillant sur le chantier devra être munie de protections individuelles appropriées au travail à effectuer à jour des examens et vérifications d'usage (casque, chaussures de sécurité, casque antibruit, lunettes de protection, gants, harnais, baudriers, masques pour voies respiratoires, masques écrans pour soudure, etc.)</p> <p>Sur le casque sera précisé le nom de la personne, sa fonction et l'identification de son entreprise.</p>	Toutes entreprises
--	--	--------------------

2.15 Conditions d'enlèvement des matériaux, gestion des déchets, gravats notamment ceux présentant un risque particulier

<p>Inhalation Intoxication Saturnisme Explosion</p>	<p>Les déchets sont classés en trois types :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déchets inertes (terres, gravats, etc.) - Déchets industriels banals (emballages non souillés, cartons, palettes, plastiques, verre, ferrailles, etc.) - Déchets industriels spéciaux (boues, huiles, solvants, résines, graisses, emballages et chiffons souillés, bidons de peinture ou de résine vides, amiante, plomb, etc.) <p>Les déchets ont obligation d'être traités par un des modes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Enfouissement - Incinération - Recyclage <p>Chaque entreprise aura la charge de ses déchets et devra préciser dans son PPSPS la gestion de ses déchets ainsi que les modes de manipulation</p> <p>Les récipients vides ayant contenus de la peinture, de la résine ou des produits toxiques, devront impérativement être écrasés et évacués journallement.</p> <p>Des bennes seront mises en place par le titulaire du marché, la gestion de celles-ci étant à sa charge.</p> <p>Chaque entreprise est tenue de nettoyer, de trier et d'évacuer journallement ou de mettre dans les bennes ses déchets et gravois.</p>	<p>Titulaire de marché</p>
---	---	----------------------------

2.16 Terrassements

<p>Eboulements, chutes, heurts, écrasements, chocs, inhalation de poussières, intoxication, ensevelissements</p>	<p>En cas de découverte de réseau non signalé, interrompre l'activité aux abords de celui-ci jusqu'à son identification par le concessionnaire intéressé.</p> <p>Les arbres, matériels et matériaux et objets de toute nature se trouvant à proximité de l'emplacement des terrassements, doivent être enlevés ou solidement maintenus afin de prévenir les risques de chutes. Les ouvrages bordant les fouilles ou à proximité doivent avoir fait l'objet de reconnaissance et étude de stabilité. Les mesures nécessaires doivent être mises en œuvre lorsqu'il apparaît un risque de déstabilisation.</p> <p>S'assurer également des risques d'imprégnation du sous-sol par des émanations ou produits nocifs.</p> <p>Ne pas stocker les déblais et matériels au bord des fouilles.</p> <p>S'assurer du nettoyage des abords de fouille pour en permettre l'accès sans risque de chute de gravois, pierres ou tout autre objet. Prévoir un cheminement dégagé tout au long de la fouille.</p> <p>En fonction de la cohésion du terrain rencontré et de la proximité de la bande routière la fouille doit être blindée partiellement ou totalement quelle que soit la profondeur.</p> <p>Le survol des voies routières par le godet de la pelle est rigoureusement interdit</p> <p>Il est rappelé que les fouilles en tranchée de plus de 1,30m de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure au 2/3 de la profondeur, doivent, lorsque leurs parois sont verticales ou sensiblement verticales, être blindées, étrépillonnées ou étayées.</p>	<p>Titulaire de marché</p>
--	---	----------------------------

	<p>La mise en place des blindages, étrésillons ou étais doit être effectuée dès que l'avancement des travaux le permet. Le blindage doit dépasser le niveau du sol d'au moins 15 centimètres (en l'absence de ce relevé, la fouille doit être protégée contre les chutes).</p> <p>De même une berme d'au moins 40 centimètres de largeur doit être ménagée le long de la fouille en arrière du blindage. Quel que soit le blindage adopté, il doit pour bien remplir son rôle, satisfaire aux trois conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Pouvoir être mis en place et ensuite déposé sans exposer les exécutants aux risques d'éboulement ✓ Etre suffisamment résistant pour s'opposer sans déformation ou risque de rupture, à la poussée des terres sur les parois ✓ Etre conçu de façon à constituer un ensemble ne risquant pas de se disloquer sous l'effet d'une poussée oblique par rapport aux parois de la fouille. <p>Toutes les mesures doivent être prises pour limiter les infiltrations provenant des eaux de ruissellement. Les entreprises doivent prévoir le balisage des zones de terrassement et l'installation de platelages sur les regards, chambres de tirage...</p> <p>Les engins utilisés pour les travaux doivent être vérifiés et munis de leur carnet d'entretien à jour. Le personnel utilisant les engins doit être possesseur d'une habilitation reconnue et valide. Porter les EPI adaptés aux travaux à exécuter. Les zones de travail en cours ne doivent pas être accessibles à d'autres corps d'état pendant l'intervention et être protégées des risques de chute.</p>	
--	---	--

2.17 Forage, Injections

Chutes de plain-pied ou hauteur, lombalgies d'effort, projections, lésions auditives,	<p>Le matériel utilisé doit être vérifié et posséder un carnet d'entretien à jour.</p> <p>Le stockage des matériels et produits doit être implanté conformément au plan remis préalablement.</p> <p>Le personnel utilisant le matériel spécifique doit être possesseur d'une habilitation valide.</p> <p>Le personnel doit être muni des EPI nécessaires aux travaux à réaliser.</p> <p>La décantation adaptée doit être mise en place afin de ne pas rejeter des eaux chargées vers l'égout.</p>	Titulaire de marché
---	---	---------------------

2.18 Etanchéité

Chutes de hauteur, chutes d'objets, blessures aux mains	<p>Les travaux en hauteur doivent être réalisés depuis des échafaudages ou plates-formes conformes. En aucun cas le travail sur des échelles ou escabeaux n'est autorisé.</p> <p>Port des EPI adaptés aux travaux à réaliser.</p> <p>L'éclairage de la zone couverte doit être efficace et non éblouissant. Il ne doit pas permettre les brûlures par contact.</p> <p>Les accès aux postes de travail ainsi que les cheminements doivent être exempts de tout encombrement. Les accès, passerelles de circulation et plates-formes doivent être correctement dimensionnées tant en résistance et capacité qu'en quantité.</p> <p>Les travaux par points chauds donnent lieu à l'établissement de permis feu (Voir 2.15).</p> <p>Les travaux qui génèrent des dégagements de fumées toxiques doivent être réalisés lorsque la zone de travail est libérée de tout autre corps d'état</p>	Titulaire de marché
---	---	---------------------

2.19 Métallerie

Chutes de hauteur, Chutes de plain-pied, Blessures aux mains et aux pieds, lombalgies d'effort, électrisation, lésions auditives	<p>Les travaux en hauteur sont réalisés depuis des échafaudages ou plates-formes conformes. En aucun cas le travail à l'échelle ou l'escabeau n'est autorisé.</p> <p>Les matériels et équipements doivent être stockés de façon à ne pas obstruer le passage dans la zone. Le stockage doit être stabilisé sur une surface plane et exempte d'encombrements.</p> <p>Pour l'approvisionnement de l'outillage et du matériel lourd, les manutentions mécanisées sont nécessaires.</p> <p>Les EPI adaptés aux travaux doivent être portés.</p> <p>Les chutes de profilés et d'éléments de faux plafond doivent être regroupés en un lieu identifié et évacués à l'avancement.</p> <p>La découpe des plaques doit être réalisée avec l'outillage adapté.</p> <p>Les travaux par point chaud nécessitent l'établissement d'un permis feu.</p> <p>L'outillage électrique est conforme, vérifié et muni d'un dispositif de protection différentielle de 30 mA.</p> <p>Dans le cas d'utilisation de laser d'alignement, les opérateurs doivent être sensibilisés sur les risques de lésions oculaires en fixant volontairement le rayonnement.</p>	Titulaire de marché
--	--	------------------------

2.20 Peinture

Chutes de hauteur, chutes de plain-pied, blessures aux mains et aux pieds, lombalgies d'effort,	<p>Les travaux en hauteur sont réalisés depuis des échafaudages conformes. En aucun cas le travail à l'échelle ou l'escabeau n'est autorisé.</p> <p>Les matériels et équipements doivent être stockés de façon à ne pas obstruer le passage dans la zone. Le stockage doit être stabilisé sur une surface plane et exempte d'encombrements.</p> <p>Les EPI adaptés aux travaux doivent être portés.</p> <p>Les produits inflammables doivent être repliés et remisés dans un lieu spécifique identifié après chaque intervention.</p> <p>L'outillage électrique est conforme, vérifié et muni d'un dispositif de protection différentielle de 30 mA.</p> <p>Dans le cas d'utilisation de laser d'alignement, les opérateurs doivent être sensibilisés sur les risques de lésions oculaires en fixant volontairement le rayonnement.</p> <p>L'entreprise joindra à son ppsps, les fiches de données de sécurité des produits chimiques utilisés.</p>	Titulaire de marché
--	---	------------------------

2.21 Travaux électrique

Electrocution, électrisation	<p>Consignation des installations, VAT à réaliser par l'entreprise.</p> <p>Personnel doit être formé et habilité au risque électrique.</p> <p>Le personnel doit être muni des EPI nécessaires aux travaux à réaliser.</p> <p>.</p>	Titulaire de marché
---------------------------------	--	------------------------

2.22 Protections individuelles

Un équipement de protection individuelle est un équipement destiné à être porté ou tenu en vue de le protéger contre un ou plusieurs risques susceptibles de menacer sa sécurité ou sa santé au cours du travail.

Le port d'un équipement de protection individuelle s'impose lorsque les risques ne peuvent être évités ou suffisamment limités par des moyens techniques de protection collective ou par des mesures, méthodes ou procédés d'organisation du travail.

Toute personne travaillant sur le chantier doit être munie de protections individuelles appropriées au travail à effectuer à jour des examens et vérifications d'usage (casque, gilet rétro réfléchissant, chaussures de sécurité, casque antibruit, lunettes de protection pour les projections, gants, harnais, baudriers, masques pour voies respiratoires, lunettes de protection pour les travaux sur fibre optique ...). Les chefs d'établissement doivent veiller à l'utilisation effective des équipements de protection individuelle et des produits de protection. **Pour les travaux sur voiries, tout le personnel devra être équipé de vêtement professionnel "Haute visibilité".**

2.23 Électricité de chantier

Le titulaire du marché aura à sa charge la réalisation d'une installation électrique de chantier. Son électricien se charge de la mise en place des coffrets pour le chantier, se rapprochera de l'exploitant du site pour leur branchement au réseau.

La vérification des installations électriques provisoires devra être conforme à l'Arrêté du 26 décembre 2011 relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants

Une personne habilitée (titulaire de marché) sera désignée pour les consignations et déconsignations des réseaux électriques.

Les locaux techniques électriques devront être maintenus fermés et une procédure d'intervention devra être mise en œuvre pour tous travaux à l'intérieur. Une procédure de consignation sera mise en place par du personnel habilité (copie de la procédure à transmettre au maître d'œuvre)

Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme à la réglementation en vigueur sur les chantiers.

- Rallonges type H 07 RNF
- Enrouleurs Catégorie B NFC 61.720
- Prises Protection IP 447 incassable
- Baladeuse NFC 71.008

2.24 Mesures générales de sécurité

2.24.1 Matériels de chantier

Tout le matériel "engins, outillage" mis en œuvre sur ce chantier doit être :

- Normalisé,
- Adapté aux travaux à réaliser,
- De mise en œuvre aussi aisée que possible de manière à faciliter les conditions de travail,

Utilisé par du personnel qualifié ayant été formé et instruit des risques spécifiques liés à son utilisation.

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION Site de Nanterre - Immeuble Le Gaia - 333, avenue Georges Clemenceau - 92000 NANTERRE	N° d'affaire :	
	Plan Général de Coordination	Rev.01
	Date : 22/03/2025	Page 19/29

2.25 Prévention des risques de maladies professionnelles

2.25.1 Rappel sur l'obligation des employeurs

Article L.461-4 du code de la sécurité sociale :

"Tout employeur qui utilise des procédés de travail susceptibles de provoquer des maladies professionnelles... est tenu d'en faire la déclaration à la C.P.A.M. et à l'Inspection du travail".
L'employeur doit également mettre en place des moyens de prévention et est responsable de l'application de ces moyens de prévention.
L'employeur est tenu d'informer les travailleurs des dangers présentés par les produits qu'ils manipulent.

2.25.2 Rappel sur l'obligation des travailleurs

En matière de maladies professionnelles, ce sont les travailleurs eux-mêmes, lorsqu'ils en sont les victimes, qui doivent en faire la déclaration à la C.P.A.M. (Article L.461-5 du code de la sécurité sociale), en y joignant un exemplaire du certificat médical établi par le médecin praticien. Les travailleurs sont tenus de se soumettre aux visites médicales prescrites par le médecin du travail.

2.25.3 Mesures de prévention des risques de maladies professionnelles

Les entreprises sont tenues de proposer un choix de modes opératoires et de produits ne pouvant pas entraîner des nuisances telles que le bruit, les vibrations, les poussières, les gaz toxiques...

Concernant l'utilisation des produits à risques, les entreprises devront prévoir dans leurs modes opératoires l'utilisation de matériels permettant l'aspiration des vapeurs à la source.

Lors du stockage des produits à risques, une attention particulière sur la ventilation des locaux devra être apportée par les entreprises.

2.26 Rôle et contenu du P.P.S.P.S.

Article R4532-63

Le plan particulier de sécurité indique :

- 1° Les nom et adresse de l'entrepreneur ;
- 2° L'évolution prévisible de l'effectif sur le chantier ;
- 3° Le cas échéant, les noms et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux.

Article R4532-68

Lorsque les dispositions en matière de secours et d'évacuation sont prévues par le plan général de coordination, mention peut être faite dans le plan particulier de sécurité du renvoi au plan général de coordination.

Article R4532-67

Le plan particulier de sécurité comporte de manière détaillée :

- 1° Les dispositions en matière de secours et d'évacuation, notamment :
 - a) Les consignes de premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades ;
 - b) Le nombre de travailleurs du chantier formés pour donner les premiers secours en cas d'urgence ;
 - c) Le matériel médical existant sur le chantier ;
 - d) Les mesures prises pour évacuer, dans les moindres délais, dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves ;

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION Site de Nanterre - Immeuble Le Gaia - 333, avenue Georges Clemenceau - 92000 NANTERRE	N° d'affaire :	
	Plan Général de Coordination	Rev.01
	Date : 22/03/2025	Page 20/29

2° Les mesures assurant l'hygiène des conditions de travail et celle des locaux destinés aux travailleurs. Il mentionne, pour chacune des installations prévues, leur emplacement sur le chantier et leur date de mise en service prévisible.

Article R4532-65

Lorsqu'il ressort du plan général de coordination et de l'évaluation préalable des risques menée par l'entreprise que des mesures mentionnées à l'article R. 4532-64 n'ont pas à être prises du fait de l'absence de risques, résultant en particulier de l'exécution de travaux figurant sur la liste prévue à l'article L. 4532-8, l'employeur le mentionne expressément sur le plan.

Article R4532-64

Le plan particulier de sécurité est adapté aux conditions spécifiques de l'intervention sur le chantier.

A cet effet, outre la prise en compte des mesures de coordination générale décidées par le coordonnateur et l'énumération des installations de chantier et des matériels et dispositifs prévus pour la réalisation de l'opération, le plan mentionne, en les distinguant :

1° Les mesures spécifiques prises par l'entreprise pour prévenir les risques spécifiques découlant :

a) De l'exécution par d'autres entreprises de travaux dangereux pouvant avoir une incidence sur la santé et la sécurité des travailleurs de l'entreprise ou du travailleur indépendant ;

b) Des contraintes propres au chantier ou à son environnement, en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitation particulièrement dangereuses ;

2° La description des travaux et des processus de travail de l'entreprise pouvant présenter des risques pour la santé et la sécurité des autres intervenants sur le chantier, notamment lorsqu'il s'agit de travaux comportant des risques particuliers tels que ceux énumérés sur la liste prévue à l'article L. 4532-8 ;

3° Les dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la santé et la sécurité que peuvent encourir les travailleurs de l'entreprise lors de l'exécution de ses propres travaux.

Article R4532-66

Le plan particulier de sécurité :

1° Analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence particulière sur la santé et la sécurité des travailleurs sur le chantier ;

2° Définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en œuvre, à l'utilisation de produits, aux déplacements des travailleurs, à l'organisation du chantier ;

3° Indique les mesures de protection collective ou, à défaut, individuelle, adoptées pour parer à ces risques ainsi que les conditions dans lesquelles sont contrôlés l'application de ces mesures et l'entretien des moyens matériels qui s'y rattachent ;

4° Précise les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.

Article R4532-70

L'entrepreneur chargé du gros œuvre ou du lot principal ainsi que celui appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers figurant sur la liste de travaux prévue à l'article L. 4532-8, adressent à l'inspection du travail, au service de prévention des organismes de sécurité sociale et à l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics, avant toute intervention sur le chantier, un exemplaire du plan particulier de sécurité. Ils joignent les avis du médecin du travail et des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, des délégués du personnel, s'ils ont été donnés dans les conditions prévues à l'article R. 4532-69.

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION Site de Nanterre - Immeuble Le Gaia - 333, avenue Georges Clemenceau - 92000 NANTERRE	N° d'affaire :	
	Plan Général de Coordination	Rev.01
	Date : 22/03/2025	Page 21/29

Article R4532-74

Le plan particulier de sécurité tenu sur le chantier est conservé par l'entrepreneur pendant une durée de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

Article R4532-73

Le plan particulier de sécurité tenu sur le chantier peut être consulté par :

- 1° Les membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail ;
- 2° Les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel ;
- 3° Le médecin du travail ;
- 4° L'inspection du travail ;
- 5° Le service de prévention des organismes de sécurité sociale ;
- 6° L'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

Article R4532-75

Pour les opérations soumises à l'obligation de plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé prévue aux articles R. 4532-52 et R. 4532-54, chaque entrepreneur appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers figurant sur la liste de travaux prévue à l'article L. 4532-8 établit par écrit, préalablement à leur début ou à leur poursuite, un plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé. Le plan évalue ces risques et décrit les consignes à observer ou à transmettre aux travailleurs appelés à intervenir sur le chantier et les conditions de santé et de sécurité dans lesquelles vont être exécutés les travaux.

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION Site de Nanterre - Immeuble Le Gaia - 333, avenue Georges Clemenceau - 92000 NANTERRE	N° d'affaire :	
	Plan Général de Coordination	Rev.01
	Date : 22/03/2025	Page 22/29

3. Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site, à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

Le site du projet est contraint par une exploitation dense.

Le maintien de l'exploitation en phase travaux impliquera des contraintes de sécurité et de phasage pour la réalisation des travaux.

3.1 Contraintes liées aux travaux

Les circulations sont maintenues pendant les travaux :

Le titulaire doit tenir compte des maintiens de circulation conformément aux stipulations du DCE.

Le balisage est compris dans les travaux de ce marché.

3.1.1 Exploitation sous chantier :

Signalisation temporaire de chantier :

Le titulaire posera, de nuit, le balisage traditionnel pour la neutralisation des deux voies de droite, selon le manuel du chef de chantier volume 2, édition 2020, schéma F.312a.

La vitesse sera abaissée à 50 km/h.

Il posera également le balisage pour la fermeture de la bretelle d'insertion A6b vers A6a de nuit, selon le manuel du chef de chantier volume 2, édition 2020, schéma F.231a.

La vitesse sera abaissée à 50 km/h.

Il posera également les itinéraires de déviation.

Les plans pour la pose des balisages seront soumis à la validation du maître d'œuvre.

Les panneaux Ak5 seront équipés de triflaches. Les flèches B21 de prise des voies seront équipés de rampes défilantes. Les lampes des panneaux Ak5 et B21 devront fonctionner de nuit pendant toute la durée des travaux.

Le titulaire devra également prendre en compte les recommandations du gestionnaire DiRIF de l'autoroute A6a.

Signalisation horizontale temporaire :

Les dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (IISR) partie 8, article 122 sont applicables.

Pose des séparateurs modulaires de voie (SMV) y compris atténuateur de choc (ATC) :

Le titulaire sera chargé de la fourniture, du transport, de la pose et du repliement de séparateurs modulaires de voie béton (SMV) au droit de la zone de travaux, avec un atténuateur de choc en début de file. Les SMV seront de type BT4.

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION Site de Nanterre - Immeuble Le Gaia - 333, avenue Georges Clemenceau - 92000 NANTERRE	N° d'affaire :	
	Plan Général de Coordination	Rev.01
	Date : 22/03/2025	Page 23/29

Le titulaire sera également chargé de la fourniture, de la pose et de la dépose des panneaux 3-2-1 pour l'accès au chantier

Déplacement des séparateurs modulaires :

Le titulaire peut être amené à déplacer des séparateurs modulaires de voies (SMV) pour les besoins des travaux.

Méthodologie sur la quantité à constater : la quantité prendre en compte pour 100 m de SMV déplacés et remis en place est de 100 m.

Maintenance des balisages :

Le titulaire assurera la maintenance, la surveillance quotidienne et l'entretien des balisages pendant toute la durée des travaux.

Il assurera le remplacement des batteries des Ak5 et des rampes défilantes des biseaux des débuts de neutralisation des voies.

A des fins juridiques, Il transmettra quotidiennement une main-courante précisant son heure de passage et les actions éventuellement réalisées.

Le titulaire fournira un numéro de téléphone, joignable 24h/24h, 7j/7j y compris les week-end et jours fériés. Il interviendra sans délai suivant l'appel du maître d'œuvre ou de l'exploitant pour réparer toute dégradation, désordre ou dysfonctionnement constaté.

3.2 Contraintes liées aux autres marchés concomitants

L'Entrepreneur sera périodiquement tenu informé par le MOE des contraintes liées aux autres activités réalisées dans le périmètre de l'opération.

3.3 Limitation des nuisances et respect de l'environnement

Le titulaire est tenu de respecter tout au long des travaux l'ensemble des prescriptions relatives au respect de l'environnement, à la maîtrise des déchets et à la limitation des nuisances portées au DCE.

Les actions qu'il entreprend doivent être exécutées en tenant compte notamment de la nécessité :

- D'assurer un écoulement correct des eaux de ruissellement et du cours d'eau pendant toute la durée des travaux ;
- De protéger les eaux du cours d'eau contre toute pollution due au chantier ;
- De protéger l'environnement de l'ouvrage contre toute pollution due au chantier.

Toute conséquence de la non-observation de ces sujétions par le titulaire est à sa charge.

3.4 Réseaux concessionnaires

L'attention du titulaire est attirée sur l'existence de réseaux de concessionnaires détaillés dans les déclarations de Travaux.

Tous les réseaux sont maintenus en exploitation pendant les travaux.

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION Site de Nanterre - Immeuble Le Gaia - 333, avenue Georges Clemenceau - 92000 NANTERRE	N° d'affaire :	
	Plan Général de Coordination	Rev.01
	Date : 22/03/2025	Page 24/29

3.5 Diagnostic Avant Travaux (repérage de matériaux et produit contenant de l'amiante

La maîtrise d'ouvrage a fait effectuer par la société **GINGER CEBTP** un diagnostic amiante préalable aux travaux prévus pour cette opération.

Le rapport établi le 12/12/2023 par la société GINGER CEBTP, référence BRO1.N.0216, révèle l'absence de matériaux contenant de l'amiante dans la structure de la chaussée qui sera concernée par ces travaux.

A6 w :

N°	Matériau	l'épaisseur des couches	Date de prélèvement	Adresse du site	Présence d'Amiante		Teneur en HAP	
Nom de l'échantillon	Type de matériau	cm	Indiquer la date de prélèvement	Adresse du lieu de prélèvement	NON	OUI	< 50 mg/kg	>50 mg/kg
SENS W								
C1.1	Enrobé bitumineux	8	Nuit du 14 au 15/11/2023	PR 2+450 VL	X		X	
C2.1	Enrobé bitumineux	8		PR2+450 VR	X		X	
C3.1	Enrobé bitumineux	7		PR2+350 VL	X		X	
C3.2		10.5			X		X	
C4.1	Enrobé bitumineux	6.5		PR2+450 VM	X		X	
C5.1	Enrobé bitumineux	7		PR2+330 VM	X		X	
C5.2		7			X		X	
C6.1	Enrobé bitumineux	8		PR2+310 VL	X		X	
C6.2		7			X		X	

- ✓ Résultats Amiante : **Négatif**
- ✓ Résultats HAP : **Aucun dépassement de seuil constaté.**

A6 v :

N°	Matériau	l'épaisseur des couches	Date de prélèvement	Adresse du site	Présence d'Amiante		Teneur en HAP	
Nom de l'échantillon	Type de matériau	cm	Indiquer la date de prélèvement	Adresse du lieu de prélèvement	NON	OUI	< 50 mg/kg	>50 mg/kg
SENS Y								
C1.1	Enrobé bitumineux	6	Nuit du 14 au 15/11/2023	PR 2+350 VM	X		X	
C2.1	Enrobé bitumineux	6		PR2+450 VL	X		X	
C3.1	Enrobé bitumineux	4		PR2+500 VR	X		X	
C4.1	Enrobé bitumineux	8		PR2+410 VR	X		X	
C5.1	Enrobé bitumineux	5		PR2+475 VM	X		X	
C6.1	Enrobé bitumineux	7		PR2+310 VL	X		X	

- ✓ Résultats Amiante : **Négatif**
- ✓ Résultats HAP : **Aucun dépassement de seuil constaté.**

4. Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

4.1 Base Vie

L'entreprise en charge du lot Installation de chantier aura à mettre en place une base vie sur l'emprise chantier. Celle-ci devra être dimensionnée pour les effectifs chantiers et être conforme à la note 27 de la CRAMIF.

Les installations électriques doivent être contrôlées par un organisme agréé par le Ministère du Travail. Aucun hébergement de travailleurs ne peut avoir lieu sur le chantier ou dans les cantonnements.

4.2 Sanitaires

Ils doivent être éclairés et ventilés quelle que soit la situation

Les sanitaires et points d'eau doivent être en nombre suffisant :

- 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 personnes,
- 1 point d'eau pour 10 personnes
- 1 douche pour 8 personnes pour les travaux insalubres salissants

4.3 Vestiaires

Ils doivent être éclairés et ventilés quelle que soit leur situation.

Ils doivent être équipés d'armoires métalliques à double compartiment (2 armoires par employé).

4.4 Réfectoires

Ils doivent posséder des baies ouvrant sur l'extérieur.

Ils doivent être équipés de tables avec un revêtement imperméable et lavable, d'appareils de chauffage ou de cuisson des aliments, d'un garde-manger, de chaises (1 par employé), d'un point d'eau potable pour 10 employés.

Ils doivent également être équipés d'un système d'éclairage et de chauffage. L'ensemble de ces équipements doit être en nombre suffisant afin de permettre à l'ensemble des salariés travaillant sur le chantier de pouvoir déjeuner dans des conditions normales.

4.5 Nettoyage

Chaque entreprise a la charge du nettoyage de ses propres installations.

En cas de non-nettoyage par les entreprises du chantier le Maître d'Ouvrage fera nettoyer celui-ci aux frais des entreprises concernées.

4.6 Autres aménagements

En fonction de la localisation de la zone travaux et celle des cantonnements, il pourra être installé un sanitaire dans l'emprise des travaux.

L'hébergement du personnel est strictement interdit sur le chantier.

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION Site de Nanterre - Immeuble Le Gaia - 333, avenue Georges Clemenceau - 92000 NANTERRE	N° d'affaire :	
	Plan Général de Coordination	Rev.01
	Date : 22/03/2025	Page 26/29

5. Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation du personnel ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

5.1 Procédure en cas d'accident corporel

Appel au secours : ANNEXE 1 « Fiche appel en cas d'accident »

Les services de sécurité devront être immédiatement prévenus.

En cas d'accident, alerter immédiatement les services de secours,

Préciser :

- La qualité du demandeur (nom et Entreprise),
- La nature de l'accident,
- L'endroit exact, niveau, localisation, etc. ainsi que le numéro du poste d'appel,
- Le nombre d'accidentés.

Attendre l'accusé de réception de votre appel avant de couper la communication.

Avertir le Maître d'Ouvrage et le Coordonnateur.

Uniquement si vous êtes secouriste, faites les premiers gestes qui peuvent sauver.

En cas d'alerte incendie respecter les consignes d'évacuation.

5.2 Consignes et documents

Les consignes et documents seront affichés sur les chantiers, dans les véhicules et dans la base vie par les entrepreneurs.

- Elles comporteront la conduite à tenir en présence d'un blessé.
- L'affiche "Appel en cas d'accident".
- La liste des secouristes formés présents sur le chantier, cette liste sera tenue à jour par chaque entreprise intervenante.
- Le matériel médical existant sur le chantier, et son emplacement.

Il doit y avoir en permanence sur le chantier un secouriste pour 20 personnes, et au minimum 1, quel que soit le nombre de personnes constituant l'équipe. Ce secouriste doit être facilement identifiable (casques, vêtements de travail), il doit être présenté à tout nouvel arrivant sur le chantier.

Ils devront être formés et recyclés depuis moins de deux ans.

5.3 Matériel de secours

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une trousse de premiers soins à compléter régulièrement. Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés des endroits où ces trousse sont entreposées, du plan d'évacuation des zones de travaux, de la localisation des escaliers d'évacuations

5.4 Principes du bon usage de la boîte de secours

Le responsable de l'entreprise en assure la présence, la garde et l'approvisionnement.

Le secouriste effectue la vérification périodique (notamment le suivi des dates de péremption).

Cette boîte qui n'est pas l'accessoire obligatoire du secouriste est un élément mobilier qui doit être apporté en cas de nécessité.

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION Site de Nanterre - Immeuble Le Gaia - 333, avenue Georges Clemenceau - 92000 NANTERRE	N° d'affaire :	
	Plan Général de Coordination	Rev.00
	Date : 21/02/2025	Page 27/29

6. ANNEXE 1 - Fiche d'appels « EN CAS D'ACCIDENT » à compléter

EN CAS D'ACCIDENT

Appelez les Pompiers

 **18**
Portable : 112

Et dites :

1. **ICI CHANTIER :**
Adresse :

Téléphone :

2. **PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT**
Par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...
LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT
3. **SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT**
Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.
4. **FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.**
Envoyez quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

**NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER.
A PREVENIR IMMEDIATEMENT**

**INSPECTION DU TRAVAIL
CRAMIF**

BUREAU VERITAS

01.47.52.02.00

**OPPBTP
MEDECINE DU
TRAVAIL
L'ENTREPRISE**

NUMEROS UTILES POUR L'ENCADREMENT

**POMPIERS
SAMU
POLICE - GENDARMERIE**

18
15
17

**CENTRE ANTI-POISON
MEDECIN
OPHTALMO
SECOURS EDF-GDF**

